

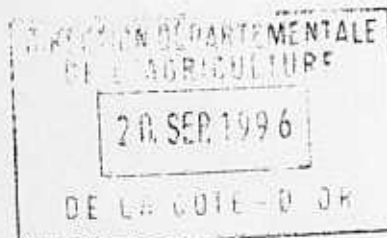
préfecture du département
COTE-D'OR

direction départementale de l'**agriculture** et de la **forêt**

Préfecture de la Côte d'Or

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE
L'AGRICULTURE ET DE LA FORET

Equipements Publics Ruraux



SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU DE THOISY-LE-DESERT
Alimentation en eau potable

ARRETE

**portant déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux et de la
création des périmètres de protection des captages
dits "Sources de Geute, des Marronniers, du Cerisier, et Puits de Bellenot"**

LE PREFET
de la région de Bourgogne et de la Côte d'Or
Officier de la légion d'honneur,
Commandeur de l'ordre national du mérite.

VU la délibération en date du 14 Octobre 1992 par laquelle le Comité Syndical du Syndicat intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT demande l'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique :

- de la dérivation des eaux des captages alimentant le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT,
- de la création des périmètres de protection des captages et des servitudes qui y sont attachées,
- de l'acquisition des terrains nécessaires aux périmètres de protection immédiate,

VU les plans des lieux et notamment les plans des terrains compris dans les périmètres de protection des captages,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 09 Janvier 1996,

VU le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé dans les communes de THOISY-LE-DESERT (siège du Syndicat), CREANCEY, CIVRY-EN-MONTAGNE, BOUHEY, BELLENOT-SOUS-POUILLY, CHAILLY-SUR-ARMANCON, et CHATEAUNEUF conformément à l'arrêté préfectoral DDAF du 06 Mars 1996 en vue de la déclaration d'utilité publique,

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur,

VU le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sur les résultats de l'enquête,

VU l'article 113 du Code Rural,

VU le Code des Communes,

VU le Code de l'Expropriation et notamment ses articles L 11.2 à L 11.7 inclus, et R 11.1 à R 11.18 inclus,

VU les articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique,

VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 et notamment les articles 7 et 8 constituant les nouveaux articles L 20 et L 20.1 du Code de la Santé Publique,

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 et ses textes d'application,

VU la loi n° 95.101 du 2 février 1995 et notamment son article 78,

VU le décret modifié n° 55.22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36.2) et le décret d'application modifié n° 55.1350 du 14 octobre 1955,

VU les décrets n° 62.1448 et 62.1449 du 24 novembre 1962 fixant les attributions du Ministère de l'Agriculture en ce qui concerne la police et la gestion des eaux,

VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution,

VU le décret n° 89.3 du 3 janvier 1989 modifié, relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles,

VU l'arrêté du 10 juillet 1989, relatif à la définition des procédures fixées par les articles 4, 5, 15, 16 et 17 du décret du 03 janvier 1989,

VU la circulaire interministérielle du 24 juillet 1990 relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,

Considérant que l'avis du Commissaire -Enquêteur est favorable,

Sur proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er : Sont déclarés d'utilité publique, les travaux à entreprendre par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT en vue d'assurer son alimentation en eau potable :

– la dérivation des eaux des captages dits Source de Geute, Sources des Marronniers, Source du Cerisier, et Puits de Bellenot situés respectivement sur les Communes de CREANCEY, parcelle ZA59, CHATEAUNEUF, parcelles ZM6 et A16 , BOUHEY, parcelle ZC31, et BELLENOT-SOUS-POUILLY, parcelle ZM95.

Les volumes maximaux journaliers seront de :

- * 750 m³/jour pour la source de Geute,
- * 48 m³/jour pour la source des Marronniers, pour laquelle sera également appliqué un débit maximum instantané de 12 m³/heure,
- * 400 m³/jour pour la source des Cerisiers, pour laquelle sera également appliqué un débit maximum instantané de 20 m³/heure,
- * 25 m³/jour pour le puits de Bellenot, pour laquelle sera également appliqué un débit maximum instantané de 25 m³/heure. IL EST A NOTE QUE L'UTILISATION DE CE PUIITS SERA UNIQUEMENT A USAGE NON SANITAIRE, LES EAUX DE CE PUIITS ETANT IMPROPRE A LA CONSOMMATION HUMAINE DEPUIS 1994 EN RAISON DE LA PRESENCE EXCESSIVE DE FLUOR.

– la création des périmètres de protection des captages et des servitudes qui y sont attachées.

ARTICLE 2 : Les installations de prélèvement devront, si elles ne le sont pas, être munies d'appareils de mesure permettant de contrôler les quantités prélevées dans les conditions fixées à l'article 12 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992.

Ces appareils de mesure devront être installés avant le 4 janvier 1997.

ARTICLE 3 : Il est créé autour des puits de captages, des périmètres de protection immédiate, suivant les plans et l'état parcellaire joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres, sont interdites toutes activités autres que celles nécessaires aux besoins du service. Ils seront acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT et ils devront être entièrement clos et bien entretenu (notamment par des fauchages réguliers).

Il sera nécessaire d'effectuer les travaux suivants dans les périmètres de protection immédiat de ces captages :

- Source de Geute : La mise en place de la clôture reste à réaliser afin de clore totalement ce périmètre. La S.A.U.R. propose de mettre une clôture de 2m de hauteur au sommet de la falaise et de ne pas défricher les pourtours inférieurs de la carrière pour empêcher tout déversement à l'aplomb du captage, celui-ci étant situé dans une dépression. De plus, sur avis de l'hydrogéologue, il conviendrait de prendre des mesures telles que la réalisation d'un caniveau étanche sur les 500m qui précèdent le captage à partir de l'est, pour empêcher toute pollution due à un déversement accidentel de produits dangereux sur l'A38.

- Source des Marronniers : Il n'existe pas et les chavaux peuvent paître aisément aux abords mêmes du captage. Une mise en conformité est donc nécessaire ainsi qu'une réfection de l'ouvrage.

- Source du Cerisier : La mise en conformité est à réaliser en ce qui concerne la clôture, renversée par place, et le débroussaillage. D'après la S.A.U.R., il serait utile de capter le trop-plein du captage qui libère une quantité importante d'eau inexploitée.

ARTICLE 4 : Il est créé autour des puits de captages, des périmètres de protection rapprochée, suivant les plans et les états parcellaires joints au présent arrêté.

A l'intérieur de ces périmètres et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront interdits, pour chaque captage :

- le forage de puits et l'implantation de tout sondage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du rapport;
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution;
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de déchets industriels et radioactifs et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau;
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine;
- l'installation d'activité industrielle classée;
- la pratique du camping;

- l'installation de canalisations de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature;

- l'installation de réservoirs ou dépôts de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature;

- l'installation à des fins industrielles ou commerciales de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques;

- l'installation de bâtiments agricoles liés à la présence d'animaux;

- le déboisement, le défrichement;

- le stockage d'effluents agricoles et de matières fermentescibles;

- l'utilisation de défoliants;

- l'épandage d'eaux usées de toute nature, de matière de vidange, de boues de stations d'épuration et d'effluents industriels;

- l'épandage d'effluents liquides d'origine animale tels que purin et lisier;

- le rejet collectif d'eaux usées;

- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

A l'intérieur de ces périmètres et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis au régime général, pour chaque captage :

- l'infiltration des eaux pluviales dans des puits d'infiltration;

- la création de cimetières;

- la création d'étang;

- le pacage d'animaux;

- l'utilisation d'engrais chimiques;

- l'utilisation de produits agropharmaceutiques (pesticides);

- la création de voies de transport terrestre.

Le remblaiement sera soumis à autorisation préfectorale après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, et ceci pour chaque captage.

En ce qui concerne le Puits de Bellenot, l'entretien du cours de l'Armançon est demandé par l'hydrogéologue afin que les crues ne viennent pas endommager la tête du puits.

ARTICLE 5 : Il est créé, autour des captages, des périmètres de protection éloignée, suivant la carte au 1/25000 jointe au présent arrêté.

Le périmètre de protection éloigné du Puits de Bellenot est confondu avec son périmètre de protection rapproché. Les contraintes qui s'y exercent sont celles définies à l'Article 4.

A l'intérieur du périmètre de protection éloigné de chaque autre captage, parmi les activités, dépôts ou constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis à autorisation Préfectorale après avis du Conseil Départemental d'Hygiène :

- le forage de puits et l'implantation de tout sondage ou captage autres que ceux destinés au renforcement des installations faisant l'objet du rapport, après avis d'un hydrogéologue agréé;
- l'ouverture de carrières et de gravières et plus généralement de fouilles susceptibles de modifier le mode de circulation des eaux et leur sensibilité à la pollution, après avis d'un hydrogéologue agréé;
- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de déchets industriels et radioactifs et de tout produit susceptible d'altérer la qualité de l'eau, après avis d'un hydrogéologue agréé;
- l'établissement de toute construction superficielle ou souterraine (après avis d'un l'hydrogéologue agréé pour la Source de Geute);
- l'installation d'activité industrielle classée (après avis d'un l'hydrogéologue agréé pour la Source de Geute);
- la pratique du camping;
- l'installation de canalisations de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature (après avis d'un l'hydrogéologue agréé pour la Source de Geute);
- l'installation de réservoirs ou dépôts de substances susceptibles d'altérer la qualité de l'eau, notamment : hydrocarbures liquides ou gazeux, produits chimiques, matières organiques et eaux usées de toute nature (après avis d'un l'hydrogéologue agréé pour la Source de Geute);
- l'installation à des fins industrielles ou commerciales de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques (après avis d'un l'hydrogéologue agréé pour la Source de Geute);
- l'installation de bâtiments agricoles liés à la présence d'animaux;
- le déboisement, le défrichement;
- le stockage d'effluents agricoles et de matières fermentescibles;
- l'utilisation de défoliants;
- l'épandage d'eaux usées de toute nature, de matière de vidange, de boues de stations d'épuration et d'effluents industriels;

- lisier;
- l'épandage d'effluents liquides d'origine animale tels que purin et
- le rejet collectif d'eaux usées;
- tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

A l'intérieur de ces périmètres et parmi les activités, dépôts et constructions visés par le décret 89.3 modifié du 3 janvier 1989 seront soumis au régime général :

- le remblaiement;
- la création de voies de transport terrestre;
- l'infiltration des eaux pluviales dans des puits d'infiltration;
- la création de cimetières;
- la pacage d'animaux;
- l'utilisation d'engrais chimiques;
- l'utilisation de produits agropharmaceutiques (herbicides);
- la création d'étang.

ARTICLE 6 : Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus aux articles 3, 4 et 5, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres dans un délai de deux ans et dans les conditions définies ci-dessus.

Les activités, dépôts et installations existants dans le périmètre de protection rapprochée et éloignée à la date du présent arrêté seront recensés dans un délai de 6 mois par les soins de la collectivité, propriétaire du point d'eau. La liste sera transmise à M. Le Préfet et à la DDASS.

Ces activités recensées dont le fonctionnement est soumis à autorisation ou interdiction par le présent arrêté feront l'objet d'une décision administrative qui précisera les conditions à respecter pour leur maintien en service.

ARTICLE 7 : Tout propriétaire ou exploitant d'une activité ou d'une installation soumise à autorisation par le présent arrêté devra avant tout début de réalisation, faire part au Préfet de son intention en précisant les caractéristiques du projet et les dispositions prises pour pallier les risques de porter atteinte à la qualité des eaux. L'administration fera connaître dans un délai de trois mois les dispositions à prendre en vue de la protection des eaux.

ARTICLE 8 : L'acquisition par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT des terrains compris dans les périmètres de protection immédiate tels qu'ils figurent aux plans et à l'état parcellaires joints au présent arrêté est déclarée d'utilité publique. Cette acquisition devra être faite soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans un délai de cinq ans à dater de la publication du présent arrêté. Ce délai pourra être renouvelé une fois.

ARTICLE 9 : L'eau distribuée devra être conforme aux conditions exigées par le décret 89.3 modifié du 03 janvier 1989. Le contrôle de la qualité est effectué par la DDASS. Il pourra être exigé des traitements complémentaires si la qualité ne respectait pas les normes réglementaires.

ARTICLE 10 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 3, 4 et 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967, pris pour l'application de la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 11 : Le présent arrêté sera affiché, par les soins de la Commune pendant au moins deux mois. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat d'affichage.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté sera publié à la Conservation des Hypothèques du Département de la Côte d'Or, et au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Côte d'Or.

ARTICLE 13 : Les indemnités qui pourraient être dues par le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de THOISY-LE-DESERT aux propriétaires seront fixées comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 14 : MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, le Sous-Préfet de l'Arrondissement de BEAUNE, l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Côte d'Or, le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de la Côte d'Or, le Président du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau de THOISY LE DESERT, le Maire de CREANCEY, le Maire de CIVRY-EN-MONTAGNE, le Maire de BOUHEY, le Maire de BELLENOT-SOUS-POUILLY, le Maire de CHAILLY-SUR-ARMANCON, le Maire de CHATEAUNEUF sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

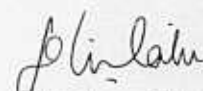
Fait à DIJON,

12 AOUT 1996

LE PREFET,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

POUR AMPLIATION
pour le Préfet
et par délégation,
Le Chef de Bureau,


Jean-Luc MILANI

Signé : Stéphane BOUILLON

